



COMPTE RENDU  
WEB-REUNION D'INFORMATION SYNDICALE CGT

## **ACTION SOCIALE EN DANGER**

Ouverte à tous les collègues du ministère de l'économie, des finances, et bien que la direction ait fait obstruction au droit des heures trimestrielles d'information inter directionnelle (HTII), cette web-réunion organisée en visioconférence a été connectée par + de 500 personnes.

Alors que nous traversons une crise sanitaire, économique et sociale sans précédent, le gouvernement passe toutes ses réformes à marche forcée et l'avenir de l'action sociale dans notre ministère est fortement menacé.

Acquise par les luttes, les conflits sociaux et la mobilisation des personnels, l'action sociale est maintenant commune à tous les agents de l'État.

Depuis le mouvement social de 1989, elle est principalement constituée par 3 associations :

- ALPAF : garde d'enfants, logement et prêts ;
- AGRAF : restauration ;
- EPAF : vacances enfants et famille.

Naissance des instances CNAS (Comité National d'Action Social) et CDAS (Comité Départemental d'Action Social).

*Intervention de ANNE TANGUY vice-présidente EPAF et représentante des usagers :*

### EPAF :

- budget env. 40 Millions d'euros dont 20 millions de subvention ministérielle ;
- colos subventionnées à 70 % ;
- vacances famille à 50 % ;
- parc immobilier : propriété de l'État d'une valeur d'environ 45 millions d'euros.

Pour l'entretien, il faudrait investir 10 % soit 4 millions/an. Suite à l'audit, tout le parc est à changer, Le choix retenu est la vente de la totalité des résidences de vacances. Environ 150 personnes y travaillent en CDI, ainsi que de nombreux saisonniers. Il y aura donc un impact important sur l'emploi. L'EPAF s'oppose à ces fermetures.

Mais le parc étant en mauvais état, la Direction Générale décide sans concertation la vente en totalité !

Autre réforme en cours :

Régionalisation de l'action sociale ;  
suppression des délégations départementales au profit de services par plateforme internet innovante, Yoopies . Le secrétariat général y a souscrit 43 000 € privilégiant ainsi la privatisation des gardes d'enfant ;  
le budget devrait légalement être calculé sur 3 % de la masse salariale des actifs et des retraités concernant les vacances, le sport et les loisirs ;  
la restauration et le logement restent des budgets à part.

On voit se dessiner la disparition de l'action sociale telle que nous l'avons défendue et développée.

**Nous refusons ce démantèlement sous quelques prétextes budgétaires que ce soit.**

**il est encore temps de se mobiliser en masse pour la maintenir !**

**SIGNONS MASSIVEMENT LA PETITION**

soit par Modzilla

<https://www.mesopinions.com/petition/politique/defendre-action-sociale-ministerielle/113310>

Soit en format papier (en pièce jointe) à retourner à  
CGT finances publiques à l'attention de Fabrice tavernier

Vous pouvez contacter Maryline MORIN représentant CGT au CDAS 76 pour toute interrogation  
<marie-line.morin@dgfip.finances.gouv.fr>

Vous pouvez retrouver la rediffusion de la première web-réunion du mardi 8 décembre 2020 sur l'action sociale au. [https://www.cgtfinances.fr/presse-et-documents/videos/article/web-reunion-du-8-decembre-10h?pk\\_campaign=newsletter-11-12-2020](https://www.cgtfinances.fr/presse-et-documents/videos/article/web-reunion-du-8-decembre-10h?pk_campaign=newsletter-11-12-2020)